

le monde
libertaire

Recommandé par la Fédération anarchiste
adhésion de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde libertaire

FN, MNR, Bloc identitaire...



Ils sont toujours là !

M 02137 - 1391 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Éloge du révolutionnaire:

quand l'oppression se fait plus lourde, nombreux sont les
découragés, mais son courage à lui augmente. »

hebdo n° 1391

Bertolt Brecht

du 24 au 30 mars 2005

Sommaire



Marines, M^{me} le Maire n'aime pas la presse libertaire, page 4

Constitution, le **Non** est-il utile aux travailleurs? par Samuel, page 5

Police municipale partout, Sécurité nulle part, par Justhom, page 6

Liberté d'expression, une administration bien verrouillée, page 7

un volatile **embarrassant**, par F. Ladrissé, page 7

Nucléaire, quelles belles histoires à dormir debout, page 8

Ronds de cuir et coussins douilletts, par J. Langlois, page 9

Nouvelles des **frontistes**, par P. Schindler, page 12

Des **soldats** obéissants au doigt et à l'œil, page 14

Bretagne, idéologies mythées aux relents nationalistes, par Johan, page 15

Bolivie, Seule la lutte paye, par R. Gutierrez, page 17

L'Afrique fait son cinéma, par L. Berger, page 18

Notes de lectures, page 20

Vie du mouvement, page 21-22

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

**Si Tchernobyl
vous a fait rire**



**Ne manquez pas
LA PROCHAINE !**

Tarifs

(Hors-série inclus)

France

et DOM-TOM

Pli fermé

(France)

Étranger

3 mois, 13 n^{os}

○ 20 €

○ 32 €

○ 27 €

6 mois, 25 n^{os}

○ 38 €

○ 61 €

○ 46 €

1 an, 45 n^{os}

○ 61 €

○ 99 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

SAUVAGEONS, LE RETOUR

Les hirondelles auraient du mal à faire le printemps. Au musée d'histoire naturelle, on note que le traitement des cultures aux pesticides raréfie les insectes, donc la nourriture de nos élégants volatiles.

Ajoutons à cela que les architectures modernes hermétiques et lisses sont un obstacle à l'aménagement de nids. Le monde moderne n'est pas plus tendre avec les plus démunis qu'avec les animaux.

Le 15 mars sonne comme une hallali pour 715 000 personnes dans notre bel Hexagone. Retards de loyer, impayés, mettent de plus en plus de personnes en situation d'être expulsées. À quand un vrai droit au logement au moment même où les pouvoirs publics veulent exclure les SDF des centres-villes?

Bénéfices record en 2004 pour les grandes entreprises françaises. Cinquante sept milliards d'euros, dépassant ainsi le record de 2000 où ils s'élevaient à 46 milliards. Pourtant, même après le 10 mars, le gouvernement « traîne » dans les négociations. En voulant plus développer la participation et l'intéressement dans les entreprises pour faire face aux revendications salariales, il prend une voie de garage.

Le baron président du Medef s'indigne déjà que le gouvernement agisse « sous la pression de la rue ». Pourtant Raffarin et les autres ne donnent que des miettes!

À Bruxelles, samedi dernier, « l'Europe sociale » manifestait contre la directive Bolkestein. Emploi et droits sociaux fondamentaux étant en voie de nivellement par le bas. Une Europe libérale avec libre circulation des salariés pour le plus grand profit du marché, laisserons-nous faire?

À nous, dans les luttes, d'enrayer la machine capitaliste!

La rédaction du Monde libertaire remercie Daniel Maunoury pour les photos de une, de la page 3 et de la page 8 du N°1390



Photo D. Maunoury

Jean-Pierre Levaray

EN MARGE du mouvement lycéen contre la loi Fillon, on a vu se développer une nouvelle catégorie de jeunes casseurs dont la presse a fait ses choux gras. Ces « casseurs », issus des quartiers populaires des grandes agglomérations, sont présentés comme ayant la fâcheuse habitude, outre de s'en prendre aux flics et aux vitrines, de s'en prendre également aux lycéens, lors des manifestations. La presse allant même jusqu'à dire qu'il s'agissait de violences « anti-blancs » (Le Monde du 16 mars).

Ce phénomène est à regarder de plusieurs points de vue. Le premier c'est que cette histoire de classe violente n'est pas nouvelle: lors de la première décennie du vingtième siècle, l'actualité fut agitée par un « danger principal » constitué de jeunes délinquants issus des quartiers ouvriers et qui s'appelaient les « Apaches ». On les disait violents, voleurs et violeurs. La presse de cette époque fut agitée par une campagne demandant davantage de sécurité face à ces

bandes de jeunes « sauvages ». Vint la guerre de quatorze qui supprima de très nombreux jeunes dans les tranchées et rétablit l'ordre.

Dans les années cinquante, ce furent les « blousons noirs » qui prirent le flambeau. Influencés par la culture de masse américaine (rock'n roll, cinéma...), ils étaient violents et formaient de grosses bandes qui se battaient entre elles. À l'époque, la presse parlait déjà du laxisme des familles et de pertes de valeurs morales... Des préfets demandèrent même l'interdiction du rock'n roll.

Pendant les événements de 68, on dénombra des individus venus des cités pour s'attaquer aux flics, « les catangais ». Dans les années 80/90, des éléments extérieurs se mêlèrent aux manifestations lycéennes (anti-CIP, par exemple); Chevènement, ministre de l'Éducation à l'époque, les appela « sauvages ».

Tout ça pour dire que le phénomène n'est pas nouveau. Il s'agit de résister à une

amnésie collective dans laquelle nous entraînait à la fois le sensationnalisme des médias et l'électoratisme des hommes politiques: les « classes dangereuses » ont existé à toutes les époques.

Parce que les temps changent, ces jeunes ne sont pas tout à fait les mêmes que leurs prédécesseurs, dans le sens qu'hier il s'agissait de blancs qui s'attaquaient à d'autres blancs et qu'aujourd'hui, les casseurs sont blacks ou beurs et arborent des drapeaux algériens ou marocains. Pourtant le résultat est le même: s'attaquer aux plus faibles, à ceux qui sont différents (rappeurs contre skateurs et gothiques), se donner l'impression d'être des prédateurs dans un monde qui ne vous laisse pas de place.

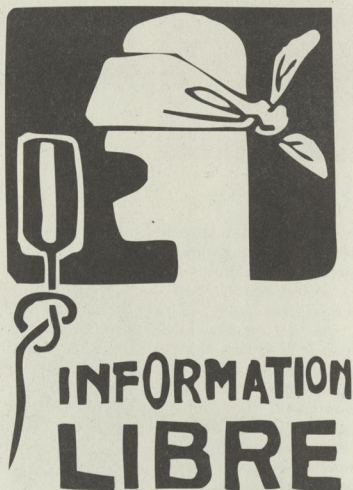
Pas un journal où il n'a été question d'agressions, de vols de portables pendant les manifés, de coups sur des filles « mal habillées » (trop court vêtues).! Nous savons que cela a eu lieu, nous en avons été témoin et nous avons essayé de discuter avec ces jeunes. Il ne s'agit pas de leur trouver des excuses, sous prétexte qu'ils sont issus de quartiers difficiles et qu'ils sont colorés. Leurs attitudes sont machistes et fascistes et n'ont pas lieu d'être. Pire même, elles doivent être combattues.

Pourtant, ces jeunes casseurs viennent manifester, parce qu'ils sont les plus gravement touchés par la libéralisation de l'école. Ce n'est pas d'hier: ils sont héritiers d'un déterminisme social qui les conduit de classes spécialisées en LEP, ne leur laissant aucune porte de sortie possible, si ce n'est la débrouille ou le « no future » à la sauce des années 2000. Lors des manifés, même s'ils s'y rendent parce que c'est toujours plus marrant que d'aller en cours, ils ne peuvent se reconnaître dans les slogans de jeunes qui, eux, pourront s'en sortir en demandant davantage de profs. Ils savent que pour eux, tout est joué d'avance. Du coup, ils jouent les trouble-fête: violence en manif, cris et djembé pendant les AG pour couvrir les voix des intervenants, aucune écoute lorsque des profs de même origine qu'eux essaient de discuter... Ils sont dégoûtés de la politique, et il sera très dur de les amener à devenir « raisonnables » et seulement revendicatifs.

En même temps, ces casseurs nous interrogent sur ce que nous voulons. L'école à la mode Fillon sera encore pire que celle d'aujourd'hui, certes, mais juste revendiquer pour quelques aménagements ne changera rien à l'état actuel des choses. C'est en se battant, avec vigueur, pour une autre société (sans classe ni État, ça m'irait bien) qu'on n'aura plus ce type de personnages qui viendront s'en prendre aux plus faibles d'entre nous, puisqu'on aura un monde à construire, ensemble.

1-La presse n'a pas hésité à grossir le trait. À Rouen, par exemple, *Paris-Normandie* a parlé de scènes de pillage, pour le vol de trois cartons de pétards dans un magasin de farces et attrapes (on est loin de Los Angeles).

Voir Marines et mourir



MARINES, paisible bourgade du Val-d'Oise, sera-t-elle le tombeau de notre cher hebdomadaire? Voilà une question affreuse que nous nous posons depuis quelques semaines. En effet, notre journal, votre journal, le *Monde libertaire*, est sous le coup d'un titre exécutoire émanant de la mairie de Marines. À l'origine de cette pénible « affaire », quelques dizaines de citations d'auteurs que nous chérissons tout particulièrement (Ferré, Gougaud, La Boétie, Champion...), imprimées sur des autocollants à l'en-tête de notre journal, mais collés « sauvagement », nous reproche-t-on, en quelques endroits de cette petite ville. Sauvagement? Nous dirions plutôt librement. Prévert lui-même, également à l'honneur de nos papiers collants, ne louait-il pas les mots en liberté? Que ces mots s'attardent en divers endroits, parfois inattendus certes, ne nous choque pas outre mesure. Il est vrai que nous sommes libertaires...

On apprécie diversement la littérature. Au siège de la municipalité de Marines, notre prose se nomme « préjudice », estimé à 5 319,60 euros nets. Nous ne céderons pas à la trivialité de savoir si elle les vaut. En revanche, nous aurions aimé savoir si M^{me} le Maire a également soupesé la propagande frontiste, ou encore le matraquage commercial sauvagement (là, nous insistons sur le terme) affichés sur les murs de Marines pour en réclamer le montant auprès de leurs éditeurs respectifs. Le silence pudique à cette question déjà posée en bonne et due forme nous amène à craindre deux choses: d'abord que l'on estime, à Marines, le mot « anarchiste » davantage salissant que les appels à la haine ou à la surcon-sommation; ensuite que l'on s'apprête,

volontairement ou pas, à faire disparaître le seul hebdomadaire d'expression libertaire existant en France. Car soyons clairs, et nous l'avons été vis-à-vis de nos interlocuteurs: une telle pénalité ne manquerait pas de porter, sur notre trésorerie toujours fragile, un coup fatal.

Nous venons de fêter le cinquantenaire du *Monde libertaire*. L'histoire de notre journal remonte à plus d'un siècle (*Le Libertaire* de Sébastien Faure et Louise Michel, notre digne aïeul, naquit en 1895). Pour autant, et n'en déplaise aux gardiens des clefs de Marines, nous nous sentons encore trop jeunes pour mourir. Nous tenons même à le prouver.

Ainsi, nous vous demandons, chers lecteurs et chères lectrices du *Monde libertaire*, de vous associer à notre démarche en envoyant un texte (poème ou prose, sucré ou salé) à la municipalité de Marines, pourquoi pas autour du thème: « Liberté, j'écris ton nom ».

Selon la réaction et la suite qui sera donnée à cette première approche, nous envisageons d'autres actions... peut-être moins poétiques.

L'administration

Mairie de Marines
Le Maire, Jacqueline Maigret
Place du Maréchal Leclerc
95640 - MARINES
Fax: 01 30 39 96 60
courriel:

mairie.marines@wanadoo.fr

Le « non » sauvera-t-il la classe ouvrière ?

Dans un précédent article intitulé « Le "non" sauvera-t-il la classe ouvrière ? » paru dans *le Monde libertaire* du 28 octobre 2004, nous posions déjà les termes du débat concernant le projet de Constitution européenne.

NOUS NE REVIENDRONS PAS sur la caractérisation de ce texte profondément réactionnaire et totalitaire. L'article en question, qui a été suivi depuis cette date dans *le Monde libertaire*, d'une bonne quinzaine d'autres, d'auteurs divers, ne laisse planer aucune ambiguïté sur l'opposition absolue des anarchistes et anarcho-syndicalistes au projet de Constitution. Répétons-le encore une fois, puisque certains ici ou là suggèrent que ceux qui n'appellent pas expressément à voter « non » le 29 mai prochain ne seraient pas finalement des véritables opposants... En avril 2002, la même « logique » voulait nous faire avaler le vote Chirac sous peine d'être de faux antifascistes...

Que certains croient qu'un référendum (fondamentalement antidémocratique par essence) puisse sauver la classe ouvrière et fasse le serment solennel de voter « non », c'est leur droit... Mais nous ne nous empêcherons pas de trouver très particulier ces militants « révolutionnaires » qui appellent à voter tous les quatre matins, un peu comme des athées qui iraient à la messe tous les dimanches des fois que...

Nous nous situons à un moment particulier où la classe ouvrière cherche les moyens de s'organiser pour résister face à l'ensemble des coups qui lui sont portés, où la jonction entre salariés du public, du privé et les jeunes scolarisés est possible; c'est cela qui est déterminant et qui doit mobiliser toute notre énergie et sûrement pas un éventuel dévouement électoral du dimanche, qui ne remplacera jamais la construction d'un rapport de force favorable aux salariés.

Dans les organisations syndicales, le sujet est particulièrement essentiel et touche à la conception même du syndicalisme, celle qui en son temps, par exemple, a opposé les guesdistes aux anarcho-syndicalistes: le syndicat est-il un outil secondaire, voire subsidiaire de la lutte des classes? Faut-il, quand les choses deviennent sérieuses, s'en remettre aux partis politiques et aux urnes? Permettez-nous d'en douter!

La compréhension même de la nature de l'adversaire nous oppose en partie à ces militants. À longueur de textes, certains militants politiques, en effet, semblent vouloir se per-

suader de la primauté du politique sur l'économique. Les gouvernements sont stigmatisés, Bruxelles et les politiques européennes cloués au pilori (à juste titre). Mais bien peu de choses sur les marchés, le patronat, comme si les institutions européennes, les États, les politiciens, existaient en dehors du temps et de l'espace et qu'ils n'étaient pas aux ordres du système capitaliste. C'est là qu'est le problème: il suffira peut-être d'un vote majoritaire pour créer une mini crise dans l'appareil politique, mais qu'on ne nous fasse pas croire que le capitalisme en sera ébranlé...

Au sein de la confédération Force ouvrière, des militants font référence à 1969 (seul exemple où FO ait donné une consigne de vote) et au départ de De Gaulle comme un argument décisif. Tout juste si ce n'est pas la seule chose qu'ils retiennent de la fin des années 60. Et 68? Un détail? N'est-ce pas là, malgré toutes les limites que l'on connaît, que l'affrontement de classes s'est réalisé et qu'un rapport de force momentanément favorable aux salariés s'est constitué?

À quelques jours du comité confédéral national (CCN) qui réunit les unions départementales et les fédérations, les militants anarcho-syndicalistes de Force ouvrière attendent certes une caractérisation très nette du projet réactionnaire et totalitaire de Constitution européenne, mais n'entendent pas, par contre, se voir dicter comme solution la voie électorale.

De ce point de vue, la position exprimée par Jean-Claude Mailly lors de son interview au grand jury « RTL/le Monde » nous va très bien: en substance, il expliquait qu'il ne se voyait pas, en tant que secrétaire général de FO, expliquer aux militants anarchistes de son organisation qu'il fallait voter.

Plus que jamais, ce qui compte, répétons-le, c'est la construction, dans les entreprises, les services, les établissements, etc. d'un rapport de force favorable aux salariés. Quant à ce qui se passera dans les « tinettes électorales » comme l'écrivait dans « le Père Peinard » Émile Pouget, un des principaux rédacteurs de la Charte d'Amiens...



Photo D. Maunoury

Samuel

Gendarmement surveillés

Les flics sont partout !

Justhom s'attarde ici sur le cas, très particulier, des policiers municipaux. Rôle, pouvoir, équipement... Édifiant.

DANS NOS COMMUNES, les policiers municipaux sont la garde prétorienne du maire et des élus. Dans un souci électoraliste, « la place est bonne », les policiers municipaux sont employés à toutes les tâches possibles et imaginables (collage d'affiches, distribution de tracts, gardes du corps, surveillance lors des réunions électorales et des panneaux d'affichage, fichage d'individus supposés suspects, démarchage auprès des citoyens pour qu'ils aillent voter pour le maire, bien entendu!) Sous le fallacieux prétexte du tout-sécurité, les élus investissent dans des équipements complètement inutiles et surdimensionnés. Dans les villes, il n'est pas rare de voir des policiers municipaux se comportant comme de véritables shérifs. On se croirait dans des séries télévisées américaines.

Attention, danger !

Le suréquipement dont ils sont dotés les rend justement dangereux pour la sécurité des citoyens (voitures puissantes avec gyrophares, aucune formation à l'usage des armes à feu, au tir en situation). Le danger peut être partout en fonction de la topologie géographique de la commune (ils sont équipés de VTT, ils montent à cheval, ils naviguent sur les canaux), rien ne doit leur échapper. Ils peuvent être habilités à dresser des procès-verbaux, à contrôler les vitesses, à faire enlever les véhicules pour la fourrière.

Plus grave et dangereux

Les polices municipales sont les relais des objectifs des politiques gouvernementales. C'est un système complètement pervers. Sous le couvert « d'une police de proximité », elles sont tout indiquées pour contrôler une partie de la population, « les indésirables ». Elles col-



Photo D. Maunoury

laborent d'une façon étroite avec la police nationale, la gendarmerie, le préfet, le procureur de la République. Elles sont reconnues comme d'excellentes intermédiaires.

Après l'État policier, les communes policières !

Il est recommandé, dans les divers manuels, que les responsables des agents de police municipale doivent avoir comme qualité la motivation de leur équipe. Dans les grandes et les moyennes villes, il est recommandé d'embaucher : un policier pour quatre cents habitants.

Dans les petites communes, il est nécessaire d'avoir au moins trois agents de police municipale. Il faut savoir que tout ce petit monde sans préparation est recruté au bon vouloir du maire, bien souvent par clientélisme électoral.

Depuis le début des années 80, nous assistons à une montée en puissance dans les communes de France des plus petites aux plus grandes, à la mise en place d'un dispositif répressif.

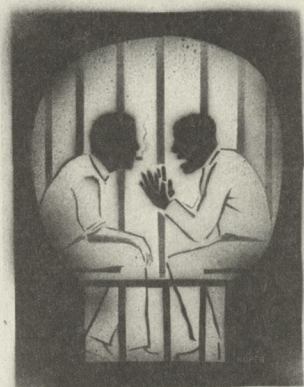
Les élus municipaux de tous bords, droite, PS, PC recrutent des policiers municipaux parce qu'ils ont peur des débordements de la population parquée dans des

cités-dortoirs et qu'ils ne peuvent plus maîtriser avec la montée du chômage. Ils craignent pour leur pouvoir et veulent le protéger ainsi que celui des nantis. Personnellement, je trouve que les Français sont bien trop dociles et gentils car les responsables de cette situation, ce sont bien tous ces hommes politiques qui ont contribué à la casse et à la dégradation de la vie sociale en France.

Systématiquement, ils ont pris des décisions contraires aux intérêts des gens « qui ont voté pour eux ». Il ne faut pas s'étonner que la situation devienne explosive. Notre conception, à nous libertaires, est de combattre par tous les moyens la mise en place par l'armée, la police, les systèmes oppressifs fondés sur la force et la brutalité.

Cette démocratie barbare n'a pas la conscience tranquille, elle tente de se border de toute part pour se protéger. Pour l'instant ne monte de la majorité humiliée qu'un profond silence. Mais je ne désespère pas qu'un cri révolté, passionné, bondisse de tous les hommes et de toutes les femmes. Ce cri fera voler en éclats leur honte sans courage, leur charité qui fait mourir, et leur justice qui tue.

Justhom



Vive les mutins !

Le 15 DÉCEMBRE 2003, à Troyes (Aube), débutait le procès de prisonniers inculpés de mutinerie quelques mois auparavant à la centrale de Clairvaux. Le même jour, le garde des Sceaux engageait des poursuites contre un site internet (<http://vivelesmutins.freeservers.com>), mis en ligne la veille. Ce site informe des luttes des prisonniers et soutient les prisonniers inculpés suite aux mouvements de protestation, notamment ceux de Clairvaux.

Le 15 mars 2005, devait se tenir le premier des trois procès intentés contre Gwénola Ricordeau, soupçonnée de participer à ce site. Elle est notamment inculpée d'avoir « porté des allégations ou imputations de faits portant atteinte à l'honneur et à la considération de l'Administration pénitentiaire » et d'avoir « provoqué à la commission de dégradations volontaires dangereuses pour les personnes ».

On lui reproche :

– La diffusion d'un texte évoquant les « tabassages des ERIS » (équipes de surveillants cagoulés, institués par Perben en janvier 2003 pour les opérations de maintien de l'ordre en détention) et critiquant les quartiers d'isolement (« où l'on meurt doucement, mais sûrement ») ;

– La diffusion d'un texte écrit, en juin 2003, par un groupe de détenus (« Il n'y a pas d'arrangement ») du quartier d'isolement de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, suite à plusieurs tabassages dans ce quartier ;

– La diffusion de deux affiches de soutien avec les inculpés de la mutinerie de Clairvaux et appelant à un rassemblement de solidarité lors de leur procès, à Troyes (Aube).

On reproche donc à Gwénola Ricordeau la diffusion d'écrits : elle devait comparaître devant la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris, celle qui juge les délits de presse et les délits d'opinion.

Gwénola Ricordeau est sociologue, spécialiste du monde carcéral. Lors de ses procès, elle défendra l'absence de diffamation envers l'Administration pénitentiaire, puisque de nombreux cas de tabassages par les ERIS ont été évoqués par la presse (Libération, 28 mai 2004, CQFD, juillet 2004), confirmés par le Comité de prévention de la torture (CPT, juin 2003) ou la Commission nationale de déontologie de la sécurité (rapport Truche, le Nouvel Observateur, 5 janvier 2005) et dénoncés par des syndicats ou des associations (SNEPAP-FSU, Act Up, Observatoire international des prisons, Ban public, etc.).

Procès reporté à la demande de la défense au 6 décembre 2005.

Ce jour-là seront aussi jugées les deux autres affaires reprochées à la personne inculpée de l'animation du site <vivelesmutins!>

vivelesmutins@no-log.org

Quand l'autruche éternue...

Morts ou viés

« Moins il y aura de fonctionnaires, et mieux ils seront payés. » Mariton, UMP.

Bref, dézingue tes collègues et tu toucheras la prime. Vous rêvez de l'Ouest sauvage? Entrez dans la fonction publique...

Hibernatus

« Le business ne doit pas investir le football. » Michel Platini.

Cryogénisé en 1984, réveillé il y a un mois, Platini est encore fragile. Aussi son entourage continue de lui faire croire que Raymond Kopa gagne 7 000 balles par mois, et que Zidane vient de la banlieue.

Malsain

« On peut être sain et sauf en apparence et n'être plus tout à fait le même. » Philippe Val.

Depuis le temps qu'il est le même et sauf, on se demande si Val est sain.

Une paille

« Les PTT ont mis à ma disposition une collaboratrice, mais je ne croyais pas que cela avait duré si longtemps. » Poncelet, président du sénat.

Si Poncelet s'obstine à appeler « PTT » un service public nommé depuis longtemps La Poste (il devrait pourtant s'en souvenir: il a contribué à le casser), il est naturel qu'il plaide également l'amnésie en matière d'emploi fictif. L'amnésie, cette fois, fut de longue durée: la brave Marie-Josèphe, qui a tout balancé puisque sèchement remerciée en décembre 2004 (pas même un pot-de-vin de départ !), aura tout de même bossé, comme secrétaire particulière, 32 ans pour Monsieur. 32 balais, une paille: Poncelet n'a pas vu le temps passer.

Ombilical cordon

« C'est à cause des casseurs qu'on est moins nombreux aujourd'hui. » Une lycéenne, dans le cortège parisien.

Rengaine... Oh les méchants casseurs, oh ils nous font si peur... C'est vrai que c'est dégueulasse de s'en prendre aux portables, les djeuns, tu peux leur éclater la gueule, mais si tu touches à leurs portables c'est comme si tu plantais tes crocs dans leur cordon ombilical... Eh, amis lycéens, si vous fîtes si peu, ça serait pas surtout la faute à vos copains flippés qui sont restés en cours pour préparer le bac?

France Telecom, bonjour

« On est venu léger. Nous avons laissé les portables à la maison et juste pris deux ou trois euros pour rentrer. » Justine, dans le cortège elle aussi.

Une manif sans ton portaaaable ! Mais Justine, comment as-tu fait pour survivre? En tout cas, lorsqu'il s'est agit de rassurer mômman, avec tes deux euros ça a pas dû être facile de trouver une cabine à pièces.

Quel jour on est ?

« Je vous souhaite un bon dimanche. » Jean-Paul II.

Sa sainteté va mieux: elle cause. Le problème, c'est qu'on était jeudi.

Frédo Ladrisse

(sources: Afp, Charlie hebdo, Europe 1, France inter, Libération, le Monde)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Nucléaire

Faut-il faire confiance aux États ?

**Si Tchernobyl
vous a fait rire**



**Ne manquez pas
LA PROCHAINE !**

LE DISCOURS RASSURANT des autorités françaises ou internationales sur les moyens mis en œuvre pour que l'industrie du nucléaire mène ses activités sans problèmes est déversé à longueur d'année. Mais quelle crédibilité leur accorder ? Les propos de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) par exemple sont, dans les faits, contredits régulièrement. Cette agence internationale, sous contrôle du Conseil de sécurité de l'ONU (c'est-à-dire sous contrôle des puissances nucléaires qui composent ce Conseil de sécurité : France, États-Unis, Russie, Chine, Royaume Uni), s'est notamment illustrée dans la minimisation des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (1986), et dans le contrôle sous influence américaine des installations en Corée du Nord ou en Irak.

Une simple revue de presse des dernières semaines permet de se faire une idée de la maîtrise affichée par les États, les firmes privées et les agences nationales ou internationales concernant le nucléaire civil et militaire.

Le *Sunday Times* a rapporté, début mars, que la centrale nucléaire située à Dounreay, à Caithness, en Écosse, a rejeté des déchets nucléaires dans la mer et que, pendant treize ans, les plages fréquentées par les baigneurs étaient radioactives. Les eaux ayant servi à refroidir des déchets hautement radioactifs auraient ainsi été rejetées directement à la mer. Deux salariés auraient été victimes de cancers du fait de manipulations effectuées sans précautions suffisantes. Herbie Lyalls a déclaré au *Times* qu'il faisait partie d'une équipe d'experts en 1984 qui a étouffé cette affaire et qui n'a pas mentionné les risques encourus pour la santé. Pour sa part, l'Autorité britannique de l'énergie atomique (UKAEA) a déclaré que les règles de sécurité de l'époque n'étaient pas aussi sévères qu'elles le sont maintenant. Cette agence a admis qu'« au moins plusieurs centaines de milliers » de particules de plutonium et d'uranium, d'environ la taille d'un grain de sable, avaient été libérées de la centrale de Dounreay.

Le terrible tsunami du mois de décembre en Asie a eu aussi des répercussions sur la côte

est de l'Afrique. Entre autres effets, des colis, largués au fond de l'océan, sont remontés à la surface. Leur état de décomposition inquiète. L'enquête en cours, menée par le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), révèle que, profitant des troubles politiques en Somalie et au Kenya dans les années 80 et 90, des firmes et des États occidentaux négociaient à des prix dérisoires l'immersion de produits dangereux, radioactifs et chimiques. Le rapport du PNUE estime que la gestion et l'élimination des matériaux dangereux reviendraient à 2,50 dollars la tonne en Somalie, contre 250 dollars en Europe. Quelques-uns de ces containers flottent à quelques centaines de mètres des plages. Des troubles divers sont déjà relevés sur les populations locales mais aussi sur la faune et la flore.¹

En Argentine, un rapport vient de révéler l'ampleur de la contamination radioactive due à l'activité du centre de Ezeiza, à 30 kilomètres de Buenos Aires. La pollution avait été détectée en 1980. Le centre atomique d'Ezeiza est un site important avec un réacteur, un laboratoire, une usine de production de combustibles, et quantité d'autres activités industrielles nucléaires. Un rapport d'expertise mené par

l'autorité de régulation nucléaire et des services de police a été remis au juge en charge du dossier. Des pollutions au tritium, uranium, cobalt, strontium, etc. sont constatées sur des nappes d'eau dans une région d'environ 600 hectares près de l'installation nucléaire. « Il ressort une suspicion d'une importante contamination provenant des activités du centre atomique Ezeiza, qu'elles soient passées ou actuelles, qui ont affecté les eaux souterraines de la région à un niveau tel que cela empêche leur usage pour la consommation humaine », souligne notamment ce rapport. Les risques pour les populations (300 000 personnes concernées) sont des pollutions radioactives induites, après ingestion de produits contaminés : cancers, malformations, baisse des immunités. Ces pollutions seraient notamment liées au stockage à l'air libre de déchets radioactifs. Ce site a été inondé à l'occasion de fortes pluies, d'où la pollution des nappes phréatiques et des puits d'eau de la région.²

Ces trois exemples, pris au gré de l'actualité internationale, sont assez significatifs. Chacun à sa façon démontre le mensonge sur le contrôle de la filière nucléaire. Les États aussi bien que les firmes privées détournent les législations, mentent aux populations, et les mettent en danger elle, ainsi que la faune et la flore. Les organismes internationaux n'interviennent que pour constater les dégâts. Cette problématique n'est pas seulement écologique. Elle est profondément politique : pourquoi continuer à confier notre avenir à des superstructures politiques et économiques si irresponsables, incontrôlables et criminelles, au moins dans le domaine de l'énergie nucléaire ?

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la FA

1. Source : revue de presse du réseau Sortir du Nucléaire.

2. Source : contact personnel + informations du réseau Renace (www.renace.net).

La bancocratie



Jacques Langlois

LES BANQUES VIENNENT D'AFFICHER des profits records en 2004 : plus de 18 milliards d'euros en tout, dont 3,1 pour la Société générale (plus 25 %), 4,7 pour la BNP (plus 24 %). Les entreprises ne sont pas en reste bien que le pouvoir d'achat soit en baisse pour la plupart des salariés. Et ce sont les petits comptes de dépôt qui font aujourd'hui le gros des bénéfices bancaires (50 à 70 %). C'est que l'imagination des banquiers pour faire suer le burnous aux clients est sans limites : frais d'ouverture de compte, agios sur découvert, retrait à un autre distributeur automatique de billets que ceux de la banque où l'on a son compte, taxation des retraits en liquide, hyper pénalisation des chèques en bois même pour de très petits montants, frais de changement de banque, de clôture de compte, conservation de chéquier au-delà d'un certain délai, de simulation d'un emprunt, frais de clôture d'un prêt, jeu sur les dates de valeur, etc. Il y a d'après *Que choisir*, le mensuel de l'UFC, 180 occasions de taxer les clients ! Les banques se sont aussi lancées dans le crédit « revolving », celui des cartes de crédit avec réserve de capital, car il est très juteux puisque les taux d'intérêt réels peuvent facilement dépasser le taux légal d'usure (11,20 % par an, imposé aux prêts bancaires mais pas aux cartes de crédit à la consommation). Et les banques ne font pas profiter leurs clients des économies liées à l'utilisation d'internet pour la gestion de leur compte. Certaines banques facturent même des frais d'abonnement à l'utilisation de leur serveur ou les consultations de celui-ci. Et si l'on parle de rémunérer les comptes clients, parce qu'une directive européenne y oblige, ce sera en roupies de

sansonnets (moins de 1 % et seulement à partir d'un seuil élevé de liquidités).

C'est que l'activité bancaire est concurrentielle (en théorie, car plusieurs banques ont été prises dans le collimateur de la Commission européenne pour entente illicite, y compris la prétendue banque mutuelle que serait le Crédit agricole) et demeure très largement de type privé. En réalité, la corporation bancocratique forme un très puissant lobby, très efficace à cause des relations incestueuses entretenues entre la haute fonction publique énarquique et les PDG des banques, lesquels... proviennent pour beaucoup des ministères, surtout celui de l'Économie et des Finances par une endogamie du diplôme et du passage dans la fonction publique. Vous croyez que la loi Sapin (socialiste, 1993) interdit aux fonctionnaires de pantoufler dans des entreprises avec lesquelles ils ont eu des rapports ? Manqué, car cette loi ne concerne pas les membres des cabinets ministériels. C'est pourquoi les banques sont truffées d'anciens hauts fonctionnaires. Voilà pourquoi votre fille est muette... D'après une enquête de *Marianne* (numéro du 5 février), le président de la BNP-Paribas, M. Pébereau, inspecteur des finances ayant pantoufflé, armé de l'annuaire des anciens élèves de l'ENA, peut faire pression sur l'administration et même influencer « les nominations aux postes les plus en vue de la République et de l'industrie ». Ce lobby est même parvenu à réduire comme peau de chagrin un projet de loi tendant à réglementer le crédit revolving (renouvelable dans l'enveloppe d'un capital, d'une réserve souscrite). En effet, M. Pébereau a fait jouer ses réseaux car la BNP est en même temps propriétaire de

CETELEM, la plus grosse officine de crédits revolving qui représentent déjà la plus grosse part du crédit à la consommation, lequel ne cesse de se développer quitte à pousser au surendettement.

Fastoche, ce sont les autres clients qui paient le coût des défauts. Quand on pense que l'islam, et le catholicisme autrefois, interdit le prêt à intérêt! Qu'on se rappelle aussi que la quasi-faillite frauduleuse du Crédit lyonnais, banque d'État à l'époque, a été organisée par le gratin de l'inspection des finances sous le contrôle très théorique du Trésor public. N'est-ce pas, M. Trichet devenu président de la BCE (banque centrale européenne)?

La fonction principale de la banque est de créer de la monnaie. Ce sont les pièces et billets (monnaie fiduciaire, monnaie de confiance d'après l'étymologie) et maintenant et surtout la monnaie de crédit (lettres de change, billets à ordre, prêts, 80 % de la monnaie en circulation). À l'origine c'était une fonction régalienne (du roi), du moins pour le fiduciaire. Mais, rapidement (Napoléon 1^{er} en France), on confia la monnaie à une banque privée, la Banque de France, avant de la nationaliser en 1936. Et puis, avec l'Union européenne, on a transformé les banques centrales en institutions indépendantes du pouvoir politique, notamment la BCE, chargées seulement de lutter contre l'inflation. Les intérêts privés, ceux qui privilégient la rente et la sécurité de la monnaie contre toute perte de valeur, ceux qui ne s'intéressent qu'au patrimoine et aux actionnaires ou prêteurs, sont donc outrageusement prépondérants dans la gestion du bien public commun qu'est la monnaie. Mais l'essentiel des choux gras de la bureaucratie, de la féodalité industrielle et financière, provient des mécanismes de crédit autour de la « monnaie scripturale » (chèques, lettres de change, billets à ordre). Comme l'avait fait Proudhon, démontons, déconstruisons, le processus par lequel les banques peuvent dépouiller les clients et le pays.

Quand une banque reçoit 100 en dépôt, elle peut prêter 90 (ce qui n'est que la règle actuelle pour assurer la solvabilité des banques), ce qui explique déjà que le volume de la monnaie scripturale est très supérieur à celui de la fiduciaire. Elle représente en gros 80 % de la masse monétaire, le tout à la discrétion des banques qui exigent des gages et ne prennent pas de risques, ce qui freine le crédit en le limitant aux seuls emprunteurs solvables. La monnaie scripturale de crédit est bien plus volumineuse, parce qu'elle met en œuvre un processus multiplicateur. Supposons que vous empruntiez 10 000 euros à un banquier, ayant évidemment reçu antérieurement des apports, pour acheter une voiture. Vous payez le garagiste, qui va les déposer sur son compte. Son banquier va les prêter à son tour, mais conformément aux lois de sécurité financière (il ne peut prêter que 90 % de ces 10 000 car il est tenu de disposer d'une réserve disponible). Sur les deux emprunteurs suivants on

aura donc, à partir d'une somme de 10 000 un premier prêt de 9 000 et un deuxième de 8 100 (9 000 par 90 %) et ainsi de suite. On aura donc prêté 17 100 euros sur les deux prêts suivant celui de 10 000. Pendant que le déposant n'a qu'une très faible rémunération (en général aucune) de ses dépôts, nos banquiers vont toucher des intérêts sur 17 100 (plus les 10 000 de départ), donc sur une pure création de monnaie quasiment fictive qu'ils ont opérée! C'est plus fort que le miracle de la multiplication des pains. C'est une des raisons de l'opposition de l'Église catholique d'autrefois à l'intérêt, car cette multiplication est un miracle de Jésus, et Dieu est seul habilité à gérer le temps de l'humanité.

Donc, une première action proudhonienne serait de laisser son argent dans une lessiveuse ou, mieux, de l'apporter à une banque du peuple telle celle qu'avait créée Proudhon. En outre, en plus du remboursement du capital, vous devez payer les intérêts, disons 10 %. Vous remboursez donc, en ce qui concerne le premier prêt, en plus 1 000 euros sur 10 000 empruntés. Ces 1 000 sont aussi une création monétaire. Ces 1 000 (et pour les 17 100 des deux prêts suivants et pour tous les autres par effet boule de neige) ne peuvent être payés qu'à partir d'un revenu supplémentaire apporté par l'emprunteur.

C'est pourquoi, analysait Proudhon, économiste du financier, il y a en fait prélèvement sur le revenu des emprunteurs, donc sur la valeur de leur production. Généralisé au niveau de tout le territoire, l'intérêt est une taxe privée sur la production, limitant donc ses possibilités de développement, et sur la consommation. De plus, cela ralentit la circulation car on ne prête qu'aux riches, et en les taxant. Observons aussi que ce n'est pas le banquier qui fait confiance à l'emprunteur (et, en plus, il fait payer cette confiance, tout en ayant pris tant de précautions qu'il ne court aucun risque), mais le déposant.

Qui dit que le capitalisme, c'est la prise de risque? C'est le déposant qui prend des risques, de même que l'emprunteur. Il serait très facile de mettre une banque en faillite: il suffirait qu'un nombre important de déposants reprennent leur dépôt le même jour à l'heure H.

Si vous écriviez cela, vous seriez aussitôt poursuivi pour atteinte au crédit de l'État. Quel État puisqu'il s'agit de contrats et d'activités privées? Toujours la sainte alliance du trône et du coffre-fort. Eh bien, cette force sociale et collective qu'est la confiance des déposants, les banquiers la privatisent avec le renfort du pouvoir politique. Si, en économie, il y avait une seule fonction à socialiser, ce serait l'activité financière, car, ainsi que vu, elle est d'emblée socialisée et mutualisée.

Les propositions en découlent: monnaie et crédit sont à socialiser indépendamment des banques et de l'État. Il faut, aujourd'hui, recréer la Banque du peuple et qu'elle puisse mettre en circulation sa propre monnaie, le



proudhon. Celle-ci est gagée, certes, sur des dépôts, mais surtout sur des produits, des stocks, des matières premières, des biens immobiliers, donc des valeurs réelles. Elle circule entre producteurs, fournisseurs, consommateurs sous forme de lettres de change.

Comme la lettre de change circule et n'est payée qu'à la fin du processus de transmission, on n'a besoin en monnaie d'État à cours forcé que d'un fonds de roulement (il sera amené par les déposants-associés), en monnaie légale, très limité par rapport au volume circulant. La Banque du peuple revêt, bien évidemment, une forme mutuelle, propriété en main commune et indivise de l'ensemble des associés groupés en réseau (de mutuelles et de coopératives, de PMI et PME, d'adhérents individuels).

L'intérêt est supprimé. Cependant, la banque fait payer des frais de gestion. C'est ce que Proudhon appelait le crédit gratuit, qui comme on le voit ne l'est pas tout à fait. Mais les frais sont très inférieurs aux intérêts. Le réseau pourra se développer car il va attirer des acteurs qui jusqu'à maintenant n'ont guère accès au crédit et parce qu'il sera bien moins cher que celui des banques privées.

Ainsi pourra grossir l'essaïm des mutuelles et des coopératives. Ainsi pourra croître une autre forme d'économie beaucoup plus solidaire, ni collectiviste, ni capitaliste, solution à laquelle les libéraux, c'est bizarre, ne pensent jamais, comme s'il n'y avait, après la faillite du communisme, que le capitalisme qui puisse exister. Soyons sûrs que les banquiers, les assureurs, les énarques gouvernementaux s'opposeront à cette réforme, révolutionnaire dans son but et réformiste dans son institutionnalisation.

C'est ce genre de solutions que j'appelle, dans l'esprit de Proudhon, une structure orientant les comportements en sens inverse de la rente et de l'individualisme favorisés par le capitalisme financier et les exonérations fiscales. Qui peut alors lancer le mouvement ?

Comme avec notre penseur engagé, nous excluons l'État et la « féodalité financière » de même que les syndicats, qui ont à se concentrer sur la défense du monde du travail, fût-il employé dans des coopératives. Il reste la confédération des mutuelles, celle des coopératives, les associations de consommateurs, les associations de solidarité en tout genre.

Pour la petite histoire, j'avais eu l'idée, au temps des excellences mitterrandiennes, d'envoyer le projet suivant: prenons quelq'un qui dispose d'un logement de 200 000 euros. Il pourrait en apporter 10 % en garantie à la Banque du peuple pour qu'elle dégage un crédit correspondant. La banque souscrirait une assurance pour éviter tout risque et lui verserait une toute petite rémunération.

Du reste, la banque pourrait être aussi son propre assureur, car les risques de défaillance d'un emprunteur sont mutualisés dans un vaste réseau. Ainsi on profiterait de valeurs réelles pour trouver de nouvelles sources de



financement pour le tiers secteur social, les associations, le logement social, l'aide au tiers-monde, etc.

L'apporteur aurait un petit revenu supplémentaire, alors qu'aujourd'hui son bien ne lui rapporte rien. Eh bien, sauf M. Lipietz, personne n'a daigné me répondre. On pourrait aussi, dans l'esprit proudhonien, faire du proudhon une monnaie fondante. Cela signifie que, par période de temps, la valeur de la lettre de change diminuerait afin de rendre coûteuse la thésaurisation.

Car l'argent n'est pas qu'un étalon de compte, un moyen de règlement des dettes. C'est aussi une réserve de valeur. C'est donc un moyen de puissance qui, mal employé, se transforme en exploitation de la société tout entière par le capital. Il faut donc contrôler de près la fonction réserve de valeur que représente l'argent. Au lieu de l'investir seulement dans de la production ou de la consommation, on pourrait, par exemple, consacrer des réserves à la construction de maisons étudiantes, de maisons de travailleurs, de chômeurs, munies d'une cantine, d'une lingerie, de chambres individuelles, de moyens audiovisuels et de distraction, d'outils de recherche d'emplois (internet, photocopieuse, fax), de supports de formation (à utiliser avec des formateurs associatifs et bénévoles).

Il s'agirait de ressusciter la vie collective, la solidarité. La monnaie de la banque du peuple est en fait gagée sur la production, dont la contrepartie est le revenu permettant

de consommer. Si l'ensemble des transactions finissait par être inscrit dans le réseau mutualiste et coopérateur, alors on pourrait passer directement à une monnaie de consommation, rigoureusement égale en volume à la valeur de la production, tous les salariés étant munis de la part qui leur revient dans ladite production. Non, sire, c'est une révolution.

On se doute que la bancocratie et le pouvoir politique ne laisseront pas faire. Ils s'opposent déjà aux SEL (systèmes d'échanges locaux).

En attendant, que faire ?

Ne laisser aux banques que le montant équivalent aux prélèvements automatiques, ce qui leur fera supporter les frais de gestion sans faire tourner les liquidités, faire la grève de la consommation de biens durables, développer les SEL fondés sur des échanges mutuels de prestations (exemple: leçons de piano contre bricolage) valorisés en unités de temps et symbolisés par une monnaie (genre le piaf à Paris), la valorisation en temps montrant que celui d'un polytechnicien ne vaut pas plus que celui d'un éboueur, faire pression sur la confédération des mutuelles et coopératives pour créer la Banque du peuple, boycotter au maximum les pompes à fric genre Total qui affiche 9 milliards d'euros de bénéfices en 2004...

Bref, imaginer tout ce qui peut retirer de l'argent au marché en frappant là où le bât blesse: à la caisse.

I. L.

Nouvelles de sous la cendre : forte tendance révisionniste à négationniste

Les fascistes occupent régulièrement le devant de la scène, et leurs gesticulations médiatiques, chutes et rebondissements incessants sont difficiles à suivre. Aussi, le *Monde libertaire* souhaite faire le point sur les derniers dérapages des huiles d'extrême droite et de leurs relais révisionnistes et s'inquiète du laxisme qui caractérise le pouvoir en place et sa complicité avec les provocations que les nazillons ont égrainées tout au long de l'année passée.

Patrick Schindler

Groupe-claaaaash@federation-anarchiste.org

Brouilles et embrouilles chez les Le Pen

Après sa sortie, dans Rivarol, sur l'occupation allemande qui « n'a pas été particulièrement inhumaine », Le Pen père s'est encore plaint de la déformation de ses propos par les journalistes. Pourtant, certains de ses propres militants les ont parfaitement interprétés, notamment, M.-F. Stirbois, qui, choquée, s'est rendue au bureau politique, munie des papiers de résistance de sa mère. Pour sa part, Bernard Antony, chef des cathos traditionalistes a demandé au patron « d'éviter d'enkyster le parti et de le marginaliser avec ses obsessions passées ». En effet, ses propos tombent à plat après la tentative de « dédiablement » du Fhaine. Les pétainistes en ont profité pour rappeler dans *Présent* que « s'il y avait eu clémence pendant l'Occupation, c'était bien grâce au gouvernement de Vichy », tandis qu'en l'absence d'un Le Pen hospitalisé à 76 ans et récemment inculpé pour ses propos sur les musulmans, les intérimaires Carl Lang et Bruno Gollnisch s'arrachent la barre et font le tour des popotes, en attendant le début officiel de la campagne du parti fasciste pour le « non » à Strasbourg, mais surtout à la Turquie.

Le Pen fille désapprouve le père, tout en draguant la nouvelle droite

Elle aurait, paraît-il, du mal à digérer les propos du chef et aurait pris ses distances avec lui et les médias, le temps de pondre une œuvre. Mais elle s'est cependant déclarée « plus choquée par les déclarations négationnistes de Gollnisch », tandis que son propre père en remettait une couche quelques jours après, en comparant l'avortement à « une contraception massive ». Gollnisch, lui, trouve Marine Le Pen « un peu trop émotive », ce qui n'a pas empêché cette dernière d'accueillir Alain de Benoist¹ dans les colonnes de son journal *Génération Le Pen*. Le papier tape à loisir sur le Bloc identitaire (ex-Unité radicale), tandis que ce dernier, allez savoir pourquoi, l'a repris dans son propre torchon *Résistances*, animé par un ancien candidat mégrétiste. Quand on dit que les fascistes ne mélangent pas les couleurs, le vert et le gris semblent faire exception.

1. Non-membre du parti, principal théoricien du courant païen et du Groupement Recherche, Études, Civilisation européenne, fondé par Le Gallou et Mégrét.



Et pendant ce temps-là, le bloc fait des petits

En dessous de ces gesticulations médiatiques et xénophobes, les nazillons continuent de se bien porter et de porter haut : défilés costumés, ratonnades, profanations, poses photos dans un camp de concentration alsacien et fête de l'anniversaire de Hitler à Hagenu. Selon les Renseignements généraux, on compte en France environ 3 000 nostalgiques du III^e Reich, très présents en Ile-de-France, en PACA et en Alsace, et regroupés en une vingtaine d'organisations divisées en cinq familles (skinheads, hooligans, identitaires, pétainistes et fans du III^e Reich). La dissolution souhaitée par Villepin a accouché d'une condamnation de principe, sous le prétexte de continuer à les surveiller, après l'attentat anti-Chirac, afin qu'ils ne disparaissent pas dans la nature.

Nous, antifascistes, avons plutôt remarqué que la répression s'abat sur nous : nos plaintes classées sans suite, les nervis fascistes jouissant de la protection des autorités. En mai 2004, deux individus du Bloc ont grièvement blessé un militant FA et Act-UP à Paris (huit points de suture), lors d'un contre-rassemblement à la présence de SOS Tout Petits, et les CRS présents n'ont rien fait pour intervenir. À Vincennes, en juin, quatre militants antifascistes opposés à une distribution de tracts homophobes par des militants du Bloc ont été interpellés à leur place et risquent quatre mois de prison avec sursis, tandis que la police a enregistré les plaintes des fascistes et refusé celle d'un passant agressé par eux. En août, à Bordeaux, le patron d'un bar militant a été agressé au nunchaku (24 points de suture) par trois individus repérés comme étant d'extrême droite. À Lyon en novembre, lors d'une rencontre nationale du Bloc, un contre-manifestant a été hospitalisé, grièvement touché à la tête. Enfin, à Toulouse, plusieurs militants antifascistes ont été menacés physiquement par les Jeunesses identitaires.

Des amis soutiennent Gollnisch et les amis de leurs amis, Dieudonné

Gollnisch a reçu le soutien de Jacques Bompard, maire d'Orange et dirigeant d'Esprit public, un club où sont invités les dirigeants du Bloc identitaire. Il a également été défendu sur 12 pages dans le bulletin négationniste *Dubitando*, par « 100 collègues, étudiants et amis » qui invoquent pour sa défense « les impossibilités physiques et chimiques du gazage de telles foules humaines » et traitent Claude Lanzman de « névrosé juif ». Gollnisch désavoue et prétend ne pas connaître cette revue... Puis, Raymond Barre a pris le relais, en le qualifiant « d'homme sympathique parfois emporté, mais qui ne pense pas tout ce qu'il dit ». Quant à l'artiste antisémite Dieudonné, il a dû apprendre avec soulagement que les proches de Gollnisch soutiennent ses propos sur « les juifs responsables du sida » ou les commémorations de la Shoah, qu'il définit de « pornographie mémorielle ». Pour rappel, « l'artiste » avait déjà lancé que « l'esclavage des Noirs était pire que l'extermination des juifs » et que ces derniers avaient été « les pires esclavagistes ». Pour modeste rappel, Ray Charles a dit un jour : « Ne me dites jamais que les juifs ont plus ou moins souffert que les Noirs : ils ont eu le pire des destins, rien n'équivaut à ce que les nazis leur ont fait subir. » Mais les défenseurs de Gollnisch et de Dieudonné ne le connaissent peut-être pas ?

Malgré son amour filial, Le Pen père adopte un petit Gollnisch

Le patron du Fhaine a rappelé devant la presse que : « Indépendamment de la brouille avec ma fille, il n'avait jamais été question qu'elle me succède. » C'est pourtant ce qu'avaient encore mal compris les journalistes il y a six mois ! Il lui préfère finalement le catho traditionaliste Gollnisch pour « assumer la responsabilité du mouvement, le cas échéant » (a-t-il peur de casser sa pipe en même temps que le pape ?). Depuis, Gollnisch a été sanctionné et exclu pour cinq ans de Lyon III, pour ses propos sur les chambres à gaz, dont « il ne nie pas l'existence, mais récuse le nombre des victimes ». Pour Gollnisch qui s'est toujours servi de son statut d'enseignant et de grand spécialiste du Japon pour asseoir sa « respectabilité », c'est très ennuyeux. Car il aura l'âge de la retraite, au terme de la sanction. Il n'a donc plus que le choix de démarrer une brillante carrière lucrative au sein du parti fasciste. Ainsi, à l'image du « traître » Mégrét, il n'aura pas mis trop de temps à se recycler : c'est étonnant que le chômage épargne ce genre d'individus (voir plus bas) !

Quatre brèves en guise de conclusion

On s'inquiétait pour l'avenir de Mégrét après ses 0,3 % aux européennes ? Le *Canard* nous rassure : de Robien l'a réintégré au ministère des Transports et il vient de monter en grade pour avoir rendu deux rapports administratifs en un an. Vivement la retraite !

Pour les fanatiques du contre-fichage, le Seuil édite *Génération Occident*, un bouquin qui résume les activités d'hommes politiques à Occident chrétien, Jeune Nation, au GUD, ou Ordre nouveau, avant l'arrivée du Fhaine à l'Assemblée en 1986 et leur adhésion à la droite modérée. On y retrouve Dovedjian, Longuet, Madelin, Saint-Sernin, Novelli, Carayon, Teissier, Goasguen, Schuller, un syndicaliste de la CGC et quelques journalistes.

Le Fhaine commente la condamnation des huit militants d'Act-up ayant balancé du faux sang sur les grilles de l'Élysée : « Ce groupuscule extrémiste homosexuel exaspère les Français avec ses fantasmes d'adoption d'enfants, il n'a été condamné qu'à une peine d'amende, on imagine ce qu'aurait récolté des militants identitaires, s'il avaient manifesté identiquement pour dénoncer l'inaction de Chirac face à l'immigration. »

Enfin, un sondage Ifop révèle que Sarkozy arrive en seconde place dans le cœur des sympathisants FN (77 %), derrière Le Pen père, mais avant sa fille et Gollnisch. Le leader du Fhaine s'est félicité de « la bonne volonté de Sarkozy, même s'il drague le même électoral ». Ce qui n'est pas sans renvoyer à l'adage : qui se ressemble s'assemble ! On ne rit plus.

Plus jamais de crosses en l'air !



IL VA DEVENIR DIFFICILE de faire fraterniser la troupe avec les insurgés. Et pour les mutineries, il faudra trouver autre chose. À moins que les anarchistes deviennent des hackers d'élite. Pourquoi? Parce que le Pentagone travaille d'arrache-pied à créer des robots soldats. Bien sûr. Un robot n'a pas peur, jamais. Un robot, c'est une médaille militaire à pattes. Enfin, à roues. Ou à chenilles. Un robot n'a pas faim, pas soif, pas de coups de soleil, pas la malaria, pas le mal du pays, pas le mal de mer. Un robot n'oublie pas les ordres, ne les confond pas, les exécute coûte que coûte. Vision de science-fiction? Rumeur de couloir?

Le Pentagone y consacre 127 milliards de dollars. Ce qui, même en connaissant les habitudes de prodigalité de cette discutable institution, offre un gage de sérieux. Certes, on y pense de manière concrète depuis trente ans, et selon quelques-unes des discutables personnes concernées, on en a encore pour trente ans. Mais ce n'est pas si sûr. Il y a encore cinq ans, personne n'envisageait la « smart dust » (poussière intelligente), ses micros, caméras, radars, cellules micro-électriques, etc. micro-

scopiques que la nanotechnologie pourrait permettre, bien avant trente ans, de répandre sur un champ de bataille. D'ailleurs cette liste montre que les robots ne rempliront pas que des rôles d'assassins directs. Déjà, des robots à chenilles plus caméra plus mitrailleuse explorent les grottes des montagnes d'Afghanistan et les maisons suspectes en Irak. Avec en plus un peu d'infrarouge, de thermo-détecteurs et de détecteurs de mouvement, ils servent aussi de sentinelles dans les dépôts de munitions américains. Ces sentinelles-là ne s'endorment jamais, ne cèdent pas à la tentation de la belle blonde à poignard, ni à celle de la poignée de billets. Des pelleteuses télécommandées creusent les routes où les assassins irakiens ont mis des bombes pour faire sauter leurs collègues américains.

Et puis, bien sûr, c'est une question d'argent. Contrairement à ce que le chiffre de 127 milliards pourrait laisser croire, un robot ne coûte pas cher. Les sentinelles sans sexe mentionnées plus haut: 200 000 dollars. Mais le Pentagone estime que pour l'instant, de l'entrée à la caserne à la sortie en ceruciel,

chaque soldat lui coûte 4 millions. Et il y a bien pire. Les assassins américains ont droit, pour l'instant, à un joli total de 653 milliards de retraites. La maison de retraite du robot, elle, s'appelle un ferrailleur.

Surtout, dira le Pentagone, c'est une question de morale, nous devons tout faire pour épargner les vies américaines (l'effort inverse doit être accompli pour les vies ennemies). Et promis juré, nous n'enversons aucun robot tueur tant que nous ne serons pas sûr qu'il saura faire sur-le-champ, et sur le champ de bataille, la différence entre Mahmoud-au-couteau et Leila-à-la-poupée, entre un tank et un bus, entre un hôpital et un bunker. On peut faire confiance à la patrie de Microsoft et de Robert McNamara pour développer des technologies infaillibles.

Nul ne propose de consacrer 127 milliards de dollars à créer des robots pompiers, égoutiers, mineurs, laboureurs, à créer des robots qui délivreraient les humains des tâches dangereuses ou dégradantes, alors qu'à l'évidence on pourrait y réussir. Mais pourrait-on y réussir très vite? À en croire l'*International Herald Tribune* du 17 février de qui nous tenons ces aimables informations, le Pentagone a organisé une course dans le désert du Mojave. Quinze prototypes en compétition pour un million de dollars au premier qui franchirait la ligne d'arrivée, 142 miles plus loin. Quatre heures plus tard, quinze boîtes de conserve se faisaient taper dessus par leurs créateurs furieux.

Le vrai problème est que l'économie moderne, tant la « fausse », la financière qui fait gagner des milliards, que la « vraie », l'industrielle qui produit notre nourriture, notre électricité, etc. est concentrée entre les mains de moins en moins de personnes, qui emploient de moins en moins de personnes. Si, en sus, les riches n'ont plus besoin de soldats humains (qu'on peut parfois espérer convaincre ou convertir), mais peuvent se protéger par des robots, que restera-t-il de la liberté du monde? Rien. Enfin, nous aurons la télévision, les jeux vidéo et Internet pour nous consoler.

Nestor Potkine

Bretagne

Le problème identitaire : origines du racisme et persistance du nationalisme

De la fierté d'être né quelque part, d'appartenir à une nation, ressort bien peu de choses, sinon beaucoup de vanité et énormément de stupidité. Comment peut-on avoir l'orgueil de quelque chose dont on n'est pas responsable. Pire, que dire des imbéciles qui pensent être les descendants (purs génétiquement, bien sûr) de légendaires barbares et racistes, et qui, en mal d'identité, sont incapables de se concevoir comme responsables.

Johan

iNCAPABLES D'AGIR dans le réel, et sur le réel présent, ils et elles en sont encore à la recherche de leur moi dans les clichés¹ éculés d'un passé ou pourtant nulle égalité ne fut, passé où se trouveraient des valeurs qui ne sont plus, n'ont jamais été. Dans le passé, la liberté était, comme aujourd'hui, le privilège des puissants contre tous les autres, donc nécessairement pas comme nous, anarchistes, pouvons la concevoir, c'est-à-dire nécessaire pour tout le monde, sinon le fruit d'un mensonge.²

Le mythe de la race celte

S'il est un mensonge qui est entretenu en Bretagne, c'est bien celui du mythe de la race celte, qui présente les actuels descendants vivant sur cette « terre de légendes » (marque déposée) comme les valeureux guerriers celtes ayant résisté à tous les envahisseurs. Or, le peuple qui a donné la langue de nos prédécesseurs, et qui fut parlée pendant mille à mille quatre cents ans selon le contexte, n'est pas né directement en Bretagne. C'est le fruit de tribulations et surtout de métissages.

Les premiers Celtes apparurent en Bretagne et en Grande-Bretagne vers 500 avant l'ère chrétienne en provenance du centre de l'Europe (époque laténiène) et se mêlèrent aux autochtones qui étaient eux-mêmes issus de nombreuses origines (nordiques, alpines et même... du bassin parisien). Sur ces terres habitaient, dans le Morbihan et sans doute un peu en Loire-Atlantique, les Vénètes, d'origine



indo-européenne, qui avaient combattu avec les Romains contre les Celtes au III^e siècle avant le crucifié; ce « peuple » s'étant aussi installé sur les côtes adriatiques, et ayant donné le nom de Venise.³

Ils furent, au moment de l'invasion romaine en Armorique, leurs plus terribles adversaires, notamment grâce à leurs voiliers plus rapides que les navires romains. C'est au cours de la première moitié du IV^e siècle que les Romains firent appel à des Grands-Bretons (principalement des hommes) pour servir de mercenaires et garder les forts contre la pression des Saxons; ils firent aussi appel à des Maures à Brest et à Vannes, à des Francs pour Rennes.

C'est seulement entre 450 et 550, avec le déclin de l'influence romaine, que les Bretons, venant de Cornouailles ou du pays de Galles, s'installèrent massivement en Bretagne (la petite, donc), en Normandie et sans doute jusqu'en Vendée, poussés par l'invasion d'autres conquérants, les Angles et les Saxons, ainsi que d'autres Celtes, les Irlandais.

Les futurs Bretons s'assimilèrent petit à petit, de gré ou de force, aux peuples vivant sur ces terres pour les faire leurs, changèrent les noms des lieux en leur attribuant les noms de leurs saints chrétiens, de leurs héros et imposèrent leur langue sans pour autant pouvoir empêcher le paysan de patoyer (on dirait aujourd'hui de l'argot). Le parler celte étant le parler du seigneur, il s'imposa et fut le parler courant.

Johan milite au groupe Jean-Souvenance de la Fédération anarchiste, à Saint-Brieuc. Site du groupe : <http://www.fasouvenance.zaup.org>



C'est après la fin de l'époque mérovingienne et des guerres saliques que les Bretons sortirent de leur isolement, et qu'un échange commença à émerger avec les voisins germains qui trouvaient une certaine stabilité en mettant fin aux guerres de succession.

C'est avec Anne de Bretagne que fut scellé le sort des seigneurs bretons et français, qui reléguèrent le langage breton hors des villes et des palais où le commerce et la diplomatie faisaient place au langage du puissant voisin. C'est avec le mariage de la fille d'Anne, Claude, que la Bretagne devient française en 1532.

Durant cinq cents ans, la langue, n'étant utilisée pour aucun échange, sinon local, évolua en cinq dialectes dans les régions que sont la Cornouaille, le Léon, le Trégor, le Vannetais et le Gallo pour tout l'Ouest, où ne fut jamais réellement parlé le langage des seigneurs celtes. Les curés demeuraient alors les derniers vecteurs de cette langue entre les seigneurs et leurs serfs.

Cette langue ne fit renaissance qu'avec des nobles férus des théories racistes du XIX^e siècle, tel Hersart de la Villemarqué et son fameux recueil de légendes bretonnes rehaussé de panceltisme (la *Barzaz breiz*), les traditions étant réinventées avec ferveur par la curaille qui renoua volontiers avec ces grands élans de chouannerie. Puis la guerre de 1914-1918 exacerba la haine de l'autre et, si le soldat-ouvrier-paysan n'est pas dupe, il apprendra une balle dans le cœur sur le champ d'exécution ou sur le front des batailles; c'est la grande boucherie nationale. Pourtant, chose étrange, comme on manque de paysans, ce sont parfois des étrangers des colonies qui servent de main-d'œuvre et contribuent à l'occasion à l'enrichissement du capital génétique breton.

Dans les années 1920 et 1930, les théories racistes se trouvent réconfortées avec l'arrivée

sur la scène politique du nationalisme (en Italie, en Espagne, en Allemagne et un peu partout en Europe). Les milieux nationalistes voient alors dans la langue bretonne la réaffirmation de l'identité celte du Breton.

En 1925, le vieux drapeau blanc et noir (une croix noire sur fond blanc) est même remplacé par l'emblème que l'on connaît aujourd'hui, le Gwen-a-du, qui fait hommage au clergé (les bandes représentent les évêchés) et à la noblesse (les hermines sont les baronies). Ce milieu est en amitié avec son équivalent pangermaniste qui à cette époque sévit en Bavière (un pacte sera même signé assurant le gouvernement indépendant de la Bretagne en cas de victoire des Allemands).¹

En 1942, la langue est réformée par l'auteur et collaborateur Rozparz Hemon de la revue *Gwalarn* (« vent de nord-ouest », référence aux origines de la race celte). C'est le KLT (pour Cornouaille, Léon, Trégor) qui est enseigné aujourd'hui et qui est malheureusement présenté comme la langue de « nos ancêtres » qui ne la parlèrent jamais et dont la culture orale va disparaître, remplacée par cet ersatz. Certains disent que c'est le seul moyen de préserver cette culture...

Il faut savoir que, immédiatement après la guerre, personne n'aurait parlé le KLT car tout le monde savait ce qu'était la langue des Breiz Atao, et ce n'est que dans les années 1960, à la faveur des luttes de libération nationale dans les anciennes colonies, que d'anciens nazis de la Bezen-Perrot exilés pour indignité nationale réapparurent² pour remettre cette langue sur la scène du nationalisme. Elle porte aujourd'hui les habits d'une culture travestie faite de rites et de traditions montés de toutes pièces où seul le soc de la charrue du paysan d'avant le tracteur conserve quelque chose d'authentique, puisque même les poèmes de certains de nos grands-parents ne riment plus de la même façon.

L'inconvénient d'être né quelque part

Il est évident, à la lumière de l'histoire de ce cas particulier, que le mythe de la race n'est qu'un mensonge, une fable qui nous berce d'illusions, que cette culture a déjà été anéantie comme beaucoup d'autres par la culture du pouvoir, de l'État, de l'Église et du capitalisme qui fabrique des effets de mode pour mieux vendre ce désarroi que la précarisation et la mainmise faite sur nos existences peuvent provoquer.

Notre culture, ayons l'intelligence de la fonder sur nos valeurs, telles l'entraide, la solidarité et la liberté, pour faire émerger l'égalité économique et sociale, seule garante de l'égalité politique; puisons notre culture partout où l'on trouve du bon sens et ce qui fait résonance avec nos principes émancipateurs.

C'est ainsi seulement, en refusant toute forme de domination que ce soit par une race, une culture ou une langue qui se voudraient supérieures, que nous pourrions nous épanouir, dans l'égalité, hors de tout nationalisme ou identitarisme, grâce à la libre association et au fédéralisme. J.

1. Racisme positif ou négatif, l'image d'épinal fait son travail: le Breton est têtue, l'Allemand est ordonné, l'Anglais est flegmatique, le Français est désordonné, et je vous en passe des meilleures que d'autres individus bienveillants se font un plaisir de véhiculer.

2. « L'oppression d'un peuple ou même d'un simple individu est l'oppression de tous et l'on ne peut violer la liberté d'un seul sans violer la liberté de chacun »; « La liberté d'autrui est d'être la mienne à l'infini » (citations de Michel Bakounine).

3. Les Vénètes seraient à l'origine du parler du pays vannetais.

4. Ce fut chose faite, et les miliciens de la Bezen-Perrot (la milice nazie bretonne) reçurent une belle volée de pierres de la part des gens à qui on annonça la chose une fois que l'occupant nazi tint sa promesse. L'indépendance dura une heure.

5. À la Libération et au retour des camps, certains miliciens ayant battu en retraite avec les Waffen-SS seraient revenus en usurpant l'identité de déportés, les autres ayant fui en Irlande ne réapparurent qu'à la fin de leur période d'indignité nationale.

Sources:

Le monde comme si, de Françoise Morvan, éditions Acte Sud.
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Bretagne>
<http://farenes.free.fr/nationalisme.htm>
 Et, bien sûr, les copines et copains de l'UR et les amis de la région pour leurs précisions protohistoriques.

Bolivie

« Une semaine remplie d'événements : barrages de routes et de chemins, encerclement de la capitale et menace de manque d'eau, démission du président et confirmation de son mandat par le Parlement, alliance postérieure de toutes les forces sociales pour récupérer les ressources naturelles des transnationales. Un scénario incertain, ouvert. » Brecha

COMPRENDRE ce qui est en train de se passer dans la Bolivie convulsée est difficile : un président qui renonce à l'utilisation de la force publique pour imposer les décisions gouvernementales et qui présente sa démission comme mesure de pression face à l'énorme action de protestation et d'insubordination de la population civile ; une population aymara urbaine dans la ville de El Alto qui possède une expérience de mobilisation telle que, de manière quasiment répétée, elle est capable de fermer la ville de La Paz, en empêchant l'entrée et la sortie des véhicules, marchandises et personnes.

La récente action de confrontation entre d'une part la population simple des villes et de quelques zones rurales et, d'autre part, le gouvernement bolivien et les corporations transnationales s'est soldée par un « ballottage » chaotique entre les forces sociales en conflit : les uns ne pouvant imposer ce qu'ils décident, les autres non plus.

Carlos Mesa, le président qui est arrivé à ce poste en octobre 2003 après l'autre soulèvement qui fit fuir l'ultra-néo-libéral Gonzalo Sanchez de Lozada, ne peut pas gouverner. En accord, bien sûr, au sens que l'on confère à ce mot : Carlos Mesa ne peut pas guider, diriger ou régir le destin du pays ; ses décisions sont instantanément contestées dans la rue et les chemins par une population brutalement appauvrie et qui cherche peu à peu des mécanismes et des formes pour assurer sa possibilité d'intervenir dans les affaires publiques. La population, de son côté, n'est pas disposée à se laisser gouverner, si le président n'« obéit » pas à ce qu'elle décide.

La récente mobilisation en Bolivie, dont le final est toujours incertain, a trois demandes centrales. La première est l'expulsion de l'entreprise transnationale Suez-Lyonnaise des Eaux – la plus grande corporation mondiale de distribution d'eau potable – de El Alto et son remplacement par une entreprise publique dans laquelle la gestion sera aux mains des habitants.

Entre le 10 et le 14 janvier dernier, les habitants de la ville de El Alto font grève pour cette raison et, apparemment, ont obtenu satisfaction. En février, les habitants ont su que le gouvernement avait décidé « de respecter les conformités de la loi » pour mettre un terme au contrat avec la Suez qui, en attendant, continuait sa gestion. En plus, Mesa et son cabinet refusaient la volonté citoyenne de

former une entreprise publique de distribution de l'eau sous le contrôle des propres habitants et proposaient, comme solution transitoire, la constitution d'une entreprise d'économie mixte avec une participation de capital privé. Ceci entraîna la nouvelle mobilisation. Comme l'exprimaient les habitants de El Alto lors de leurs barrages de routes :

« Nous avons déjà dit que nous ne voulions pas ici de cette transnationale. Donc qu'elle s'en aille. Que Carlos Mesa le comprenne. »

La seconde demande du mouvement est la même depuis octobre 2003 : c'est l'exigence que soit établi, rapidement, un impôt de 50 % pour l'exploitation des hydrocarbures également en concession à des consortiums transnationaux, et que ce pourcentage soit inclus dans la loi des hydrocarbures actuellement en discussion au parlement. Cette demande est similaire à ce qui se passe avec l'eau : les gouvernants et la « classe politique » en général, après l'irruption collective [...] de la population dans la rue qui manifeste son intention de récupérer ce qu'elle considère être le patrimoine public, s'efforcent d'effacer et de diluer dans la négociation ce que les gens mobilisés ont établi comme positif pour le pays.

Le gouvernement de Carlos Mesa a participé durant toute l'année 2004 sur l'affaiblissement des mouvements sociaux. Dans une certaine mesure, il l'a obtenu, mais le terrain des « commissions d'experts » n'est pas un lieu dans lequel les milliers d'habitants qui se mobilisent peuvent participer.

Cependant, la force du mouvement bolivien, au moins jusqu'à maintenant, réside dans la claire compréhension de la population de la nécessité de récupérer ce qui est une richesse naturelle pillée. Pour cela, elle descend encore une fois dans la rue.

Enfin, la troisième demande du mouvement, qui peut constituer une sortie à cette confrontation à chaque fois plus intense, est la volonté des multiples et diverses organisations sociales de réaliser une Assemblée constituante pour fonder un pays qui, sans aucun doute, balance par les quatre côtés au milieu de l'instabilité et la carence.

Raquel Gutierrez

Brecha, Uruguay, 11 mars 2005

Traduction : fab (santelmo@no-log.org)



L'Afrique

vue par l'objectif de la caméra

Deux films sont sortis en salle le 9 mars, deux visions d'Afrique, plaidoyers sans appel. L'un contre l'excision: *Moolaadé*, du patriarche sénégalais Sembene Ousmane. L'autre contre la mondialisation: *le Cauchemar de Darwin*, du documentariste autrichien Hubert Sauper. Nous avons rencontré les protagonistes de ce combat...

Propos recueillis
par Laurence Berger

Entretien avec Fatoumata Coulibaly, actrice malienne et comédienne principale de *Moolaadé*.

Laurence Berger: Comment avez-vous été amenée à tourner dans ce film?

Fatoumata Coulibaly: C'est à travers un casting que j'ai pu obtenir ce rôle principal. M. Sembene Ousmane est allé au Mali à deux reprises, j'ai été retenue deux mois plus tard. [...] C'est un combat que je mène depuis des années au Mali, étant donné que moi-même, je suis une femme excisée.

Laurence Berger: Le film montre la confrontation entre deux traditions: le « moolaadé » et la « salindé ».

Fatoumata Coulibaly: Le « moolaadé », c'est le droit d'asile, qui existe depuis toujours en Afrique. Si on encourt un danger, on peut aller se réfugier dans un village voisin ou chez des cousins. La « salindé », c'est la purification. Dans la tradition, l'excision a pour but de purifier les fillettes. Là non plus, les villageois ne la remettent pas en cause. Mais avec le « moolaadé », on ne peut pas les enlever de force.

Laurence Berger: L'excision n'a rien à voir avec la religion musulmane. Savez-vous d'où vient ce rite?

Fatoumata Coulibaly: Il existe depuis des temps immémoriaux, bien avant l'arrivée de l'islam. Au Mali, au Sénégal, au Burkina-Faso, toutes religions confondues, catholiques, protestants, musulmans, tous pratiquent l'excision.

Laurence Berger: Est-ce alors une question de peur, d'ignorance?

Fatoumata Coulibaly: Oui, je pense que c'est surtout de l'ignorance, parce que dans le passé, personne ne savait que des fillettes mouraient des suites d'hémorragies provoquées par l'excision. Les gens pensaient que c'était la faute aux sorciers ou au destin. Il a fallu que les médecins établissent des diagnostics et que les femmes constatent, sur leur propre corps, les problèmes causés par l'excision, pour qu'il commence à y avoir une prise de conscience.

Laurence Berger: Quel est le rôle des hommes?

Fatoumata Coulibaly: Les hommes ont tendance à dire que c'est l'affaire des femmes. Mais ce n'est pas vrai, ce sont eux qui décident, qui tiennent à ce que cette tradition se

perpétue. Ils disent que tant qu'une fille n'est pas excisée, elle est malpropre, elle est sale, qu'ils n'ont pas le droit de l'épouser. La plupart des femmes n'osent pas se rebeller parce qu'elles ont peur. Depuis l'enfance, elles sont soumises. Il faut que les femmes arrivent à se libérer, à dire tout haut ce qu'elles pensent, à faire savoir ce qu'elles veulent et ce qu'elles ne veulent pas. Quitte à en assumer les conséquences. Aujourd'hui, certaines ont créé en Afrique des ONG qui combattent l'excision, il y a même des hommes qui ont adhéré, qui mènent cette lutte avec elles.

Laurence Berger: Et les exciseuses, qui sont-elles?

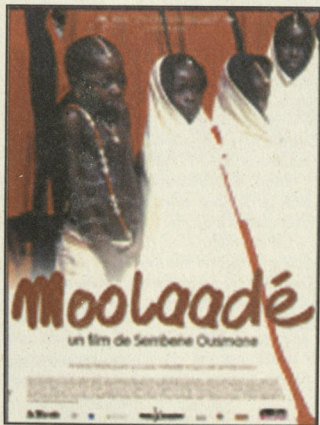
Fatoumata Coulibaly: Elles viennent d'une ethnie qu'on appelle « forgeronne ». Dans les temps anciens, les maris qui travaillaient à la forge fabriquaient le petit couteau, et ce sont leurs épouses qui pratiquaient l'excision. Mais depuis une quinzaine d'années, tout le monde s'est mis à le faire, pour l'argent, pour en tirer un gain. [...] Dans le film, M. Sembene n'a pas voulu montrer la vraie scène de l'excision, ce n'était pas nécessaire. Rien qu'en entendant la fillette crier, en voyant son visage, on est gagné par l'émotion, on a mal pour elle. C'est effrayant.

Laurence Berger: La lutte contre l'excision n'est pas seulement une question de droit et d'émancipation de la femme, c'est aussi une urgence sanitaire et médicale...

Fatoumata Coulibaly: Oui, il y a des fillettes qui en meurent ou qui en subissent les séquelles par la suite, notamment des déchirures lors de l'accouchement, ou des infections. [...]

Laurence Berger: Selon vous, l'évolution de la situation doit-elle passer par la loi?

Fatoumata Coulibaly: Non, je ne pense pas. En Afrique, nous n'avons pas les mêmes coutumes, ni les mêmes mentalités que les Européens. En France, si on vote une loi, les gens la respectent, mais chez nous, non. C'est ancré dans la tradition. Il faut faire des débats, de la vulgarisation, montrer des images, des témoignages. Les gens prennent en compte ce qu'ils ont entendu à la radio, ce qu'ils ont vu à la télévision. Le changement doit passer par le dialogue, par l'intervention de médecins spécialistes, des organismes sanitaires, etc.



Entretien avec Hubert Sauper, réalisateur de *Cauchemar de Darwin*.

Laurence Berger: Qu'est-ce qui a mené vos pas en Afrique, et plus particulièrement dans la région des Grands Lacs?

Hubert Sauper: L'idée s'est développée en 1997, j'étais allé tourner à l'est du Congo, et j'ai découvert la problématique de cette région, pleine de guerres et de crises militaires. À l'époque, je faisais un film sur les réfugiés rwandais. J'étais à bord de ces avions-cargos russes, d'ex-Union soviétique, et j'ai sympathisé avec l'équipage. J'ai passé plusieurs mois, avec ces aviateurs, qui m'ont très vite confié, hors caméra, qu'ils ne transportaient pas seulement de l'aide humanitaire, mais aussi des armes, des kalachnikovs et des bombes. [...]

Encore une chose assez bizarre, dans une région où les gens meurent de faim, comment se fait-il que la nourriture s'envole d'un endroit où les gens ne mangent pas? La réponse était très simple: la bonne nourriture va là où on est capable de payer!

Laurence Berger: Vous dénoncez une théorie de l'évolution des espèces revue et corrigée par la mondialisation...

Hubert Sauper: Je suis réalisateur de films, pas un journaliste. Je ne pense pas que je dénonce quelque chose. [...] Mon travail consiste à mettre tous ces phénomènes catastrophiques, y compris écologiques, dans un contexte cinématographique, parce que je pense qu'à travers les images, on intègre mieux la réalité. [...] *Le Cauchemar de Darwin* est, me semble-t-il, une étude sur l'état du monde actuel, une image radiologique de notre époque...

Laurence Berger: Ce film procède quand même d'une vraie démarche d'investigation. À quelles difficultés avez-vous été confronté?

Hubert Sauper: Avec mon assistant et ma petite équipe africaine, nous nous trouvions toujours là où il ne fallait pas être. On a eu beaucoup de difficultés avec les autorités, les militaires, la police locale. Nous étions sans cesse obligés de passer clandestinement, avec de faux papiers d'identité. Par exemple, pour pouvoir voler à bord des avions de transport, nous avons dû nous déguiser en pilotes. [...]

Laurence Berger: Comment avez-vous réussi à obtenir des confidences et à connaître la vérité sur ce trafic d'armes?

Hubert Sauper: J'ai passé plusieurs mois avec cet équipage, et je suis devenu très ami avec eux. Évidemment, il y avait un grand tabou: pendant longtemps, je n'ai jamais prononcé le mot « kalachnikov ». Je m'intéressais officiellement aux avions, au poisson et au paysage d'Afrique... Puis j'ai commencé à les interroger sur le contenu de ces caisses qui vont vers le sud. Au début, ils m'ont répondu qu'ils ne savaient pas, mais au bout d'un moment, ils ont fini par avouer. C'était pour eux comme un besoin de confession. Du coup, on se trouve, en tant que spectateur, dans un très grand conflit intellectuel, parce qu'à la fois, on voit cet homme très sympa qui vient d'Ukraine, qui est paumé au fin fond de l'Afrique et, en même temps, on comprend qu'il amène des bombes. Je voulais, avec ce film, provoquer un questionnement. Non pas livrer le « méchant », comme on le fait peut-être au Texas, mais montrer que ce n'est pas si simple. Et, d'ailleurs, si on parle de la mondialisation, de la mondialisation, c'est l'histoire relationnelle la plus compliquée du monde, entre six milliards d'individus. Pourquoi en est-on arrivé là? C'est précisément la question clef du *Cauchemar de Darwin*. C'est ma façon de voir le monde, mon point de vue, ma vision personnelle, qui est, j'en conviens, assez effrayante!

Laurence Berger: Qui tire les ficelles? Peut-on dire que ce sont les autorités des pays européens, du monde occidental?

Hubert Sauper: On ne peut pas vraiment le définir. Il y a, à mon avis, trop de gens qui développent une idée de conspiration. En fait, nous tirons tous des ficelles dans tous les sens et, ce qui en ressort, c'est un « bordel » général. C'est ce que j'ai essayé de décrire dans ce film: personne n'est responsable de rien et tout le monde est responsable de tout. Surtout nous, dans cette partie du monde, parce que nous sommes capables de recevoir une multitude d'informations. [...]

Le « méchant », c'est finalement le système dont nous sommes tous responsables. Le capitalisme mondial est une machine qui fonctionne tellement bien qu'on n'en voit pas



encore suffisamment le côté vraiment destructeur. Derrière la belle façade d'échange des dollars, c'est une énorme pouvelle collective de l'humanité, et je pense qu'il faut commencer à soulever un peu le couvercle, pour savoir ce qui se cache derrière. Nous ne sommes qu'au début de ce phénomène, et nous ne savons pas encore à quel point il va changer la vie sur la planète.

Laurence Berger: Il y a, dans votre film, des images terribles de ce désastre humanitaire.

Hubert Sauper: C'est le résultat de quatre voyages en Afrique. Nous étions assis, physiquement, à l'aller, sur les caisses de munitions, et au retour, sur les caisses de poisson. [...] J'ai voulu que le public puisse revivre ce voyage complètement fou. Le fil rouge, c'est le commerce autour du poisson, mais c'est juste un choix, cela aurait pu être une autre matière première, par exemple le pétrole ou les diamants au Congo [...]

Laurence Berger: Vous croyez au pouvoir du cinéma d'alerter les consciences?

Hubert Sauper: Je ne crois pas que mon film puisse changer le monde, mais il m'a personnellement beaucoup changé moi, et je pense qu'il peut aussi modifier la vision de chaque spectateur. Il est certain qu'il ne va pas influencer directement les hommes de pouvoir, qui n'aideront pas davantage la Tanzanie, mais il peut avoir un impact très profond sur la conscience collective. Je pense que le cinéma, en tant que médium est capable, non seulement de transmettre de l'information brute, mais de la traduire dans un langage qui arrive directement au cerveau. [...] Personnellement, je ne donne aucune réponse. Ma tâche se limite à faire des films, ce qui mobilise toute ma vie et toute mon énergie, ensuite, c'est à chacun de tirer ses propres conclusions. On peut aussi ne pas voter pour les mêmes politiciens... Mais, si l'on veut survivre sur cette planète, il faut surtout, d'urgence, un peu plus réfléchir!

Pourquoi je suis athée !



POURQUOI ÊTRE ATHÉE plutôt que croyant, agnostique, j'm'enfoutiste, etc., et le clamer à la face du monde? On est en 2005. Tout un chacun est censé être à même de savoir que Dieu n'existe pas. Que c'est une invention humaine créée de toutes pièces pour répondre à l'angoisse des humains relative à leur mort à venir et au néant qui nous attend.

Que c'est une invention humaine dont la fonction sociale consiste à faire accepter leur situation présente aux damnés de la terre, en leur faisant miroiter, pour prix de leur résignation, un bonheur futur... dans l'au-delà! Que le sabre et le goupillon, ça a toujours été de pair!. Tout cela, tout le monde est censé le savoir.

Sauf que!

Sauf que, il est encore aujourd'hui des millions, des dizaines de millions, des centaines de millions et peut-être même des milliards de pauvres bougres qui croient encore au Père Noël divin. Qui, pour un nombre sans cesse plus important d'entre eux, sont résolus à la guerre « sainte » contre les infidèles et les mécréants. Et que, sous couvert d'une laïcité ouverte à tous les communautarismes, les démocraties bourgeoises ont laissé l'obscurantisme religieux envahir l'espace public!

A-t-on ou non le droit de porter un voile, une croix, une faucille et un marteau, etc. à l'école (publique)? Un malade peut-elle exiger, à l'hôpital (public), d'être soigné par un médecin homme ou femme? Les piscines (publiques) peuvent-elles être, à certaines heures, interdites aux hommes? Et demain, qu'en sera-t-il dans les bus, les trains, les cantines, les supermarchés, les stades, les partis, les syndicats, etc.?

Bref, la laïcité, au sens d'un espace public non pas neutre mais interdit de toute manifestation religieuse, politique, philosophique ou autre relevant de la seule sphère du privé, a du plomb dans l'aile. Et il convient de réagir. Sans état « d'âme »! Et à la hache s'il le faut! Mais interdire d'espace public les croyances reli-

gieuses, politiques, économiques (la pub pour...), etc., et les cantonner à l'espace privé, n'a de sens que si l'on mène, en parallèle, un combat frontal contre toutes ces croyances et tous ces obscurantismes.

De ce point de vue, l'anticléricalisme n'a de sens que s'il est anticapitaliste et la révolution sociale n'a de sens que si elle est antireligieuse.

Au bout du compte, mais on l'aura aisément compris, le combat pour l'athéisme est aujourd'hui central dans le cadre de l'anticléricalisme comme de l'anticapitalisme. André Lorulot (1885-1963) l'avait déjà compris. Son livre, *Pourquoi, je suis athée* (publié pour la première fois en 1957) est une bombe atomique. Il redémontre (bien sûr) l'évidence de la non-existence de Dieu. Il explique la fonction sociale de la croyance en Dieu. Et il énonce l'importance de l'athéisme comme fondement d'une civilisation porteuse du seul sens qui vaille: celui de la liberté, de l'égalité, de l'autogestion et de l'entraide.

Disons-le clairement, plus qu'un livre contre, c'est un hymne à un matérialisme spirituel. Anticapitaliste. Libertaire.

Les culs-serrés de toutes les croyances y sont atomisés. Les couilles molles de l'agnosticisme y sont vitrifiées. Les estomacs (pleins ou vides) sur pattes du capitalisme consumériste y sont désintégréés...

Lisez ce livre! Car c'est non seulement un livre de conviction mais un livre de combat. Comme on dit dans mon pays (l'Irlande): « Ce n'est pas parce que Dieu n'existe pas qu'il ne faut pas s'en débarrasser. »

Maylis O'Brian

André Lorulot, *Pourquoi, je suis athée*, les Éditions libertaires, 142 pages, 10 euros, en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011, Paris. Rajoutez 10 % pour le port, chèque à l'ordre de Publico.

Moreno

LA COLLECTION GRAINE D'ANANAR, qui publie des biographies et des autobiographies de libertaires d'affirmation ou de réalité, a fait, dès le départ, le choix d'un « mariage » entre « têtes d'affiche » et militants de base. Ce livre de Juan Martinez-Vita dit Moreno (1914-2002) n'est pas celui d'une tête d'affiche du mouvement libertaire. C'est juste celui de l'affiche. Mais, putain, que cette affiche est belle!

Dans ce livre, en effet, Moreno raconte. Son enfance en Andalousie. L'arrivée à Barcelone. Son adhésion à la CNT et à la FAI. Le 19 juillet 1936. Son engagement dans la colonne Durruti. La défaite. L'exil. Ses internements dans les premiers camps de concentration... français.

Et c'est phénoménal! Incroyable d'authenticité! Et de simplicité! À l'heure d'aujourd'hui, à lire ce livre d'un prolétaire ordinaire, simplement anarchiste d'évidence, on est sur le cul! Car ce livre, c'est vraiment un coup de tonnerre dans le ciel sans nuages de la résignation à l'horizon prétendument indépassable du capitalisme!

Comment, pourquoi, un « simple » ouvrier a-t-il pu être ce qu'il a été et vivre la vie qu'il a choisi de vivre? Pourquoi, comment, Moreno a-t-il pu être aussi exemplaire de courage et de fidélité à l'idéal libertaire? Militant, jusqu'à sa mort, à la CNT? Cheville ouvrière, avec son amour (Pepita Carpena), du CIRA (Centre international de recherche sur

l'anarchisme)? Je ne sais! Mais je sais que comme tous les obscurs et les sans-grades du mouvement libertaire, Moreno nous aurait dit: « Devant le passé, chapeau bas, mais, surtout, devant l'avenir, bas la veste! »

Maylis O'Brian

Moreno, collection Graine d'ananas, les Éditions Libertaires, 112 pages, 8 euros, un très joli cahier d'iconographies, en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011, Paris. Rajoutez 10 % pour le port, chèque à l'ordre de Publico.

Chausson, Une dignité ouvrière



Autour de l'usine G, face aux CRS (1975)

Quelle leçon !

CHAUSSON, c'était une boîte « rouge ». Depuis toujours. Pas des anars, ça non. Des communistes, des trotskistes. Mais aussi des putain de militants ouvriers, qui ne s'en laissent pas compter. Des grèves dures, comme en 1975, des bagarres. Un combat quotidien pour la dignité. Ce film, c'est leur histoire, contrastée. Le rapport de force avec les patrons, les « gauchistes » contre les « staliniens », les camarades ministres au pouvoir, et les grèves d'OS soudain indésirables.

Chers Camarades, c'est un film formidable. Quelle leçon ! Le prolétariat rouge, il était là. Et si on leur avait dit, en 75, après huit semaines de grève, que, trente ans après, l'usine serait démantelée, que les ouvriers seraient oubliés par la gauche et Krivine député, ils te vous auraient ri au nez...

Et si la leçon, c'était justement ça ? Que la classe ouvrière n'a de ressources qu'en elle-même, que la politique électorale est maudite ? Si enfin elle faisait sien tout à fait la grande devise de la Première Internationale, « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ? Quelles énergies formidables, quelle réserve de courage viendraient à la rescousse du monde libre à naître !

Moïse Cailloux

mardi 5 avril

Projection suivie d'une rencontre avec Gérard Vidal et Florence Jacquet, organisée par le Groupe libertaire d'Ivry, à partir de 20h30, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès (face au moulin) à Ivry, M^o Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie. Entrée libre dès 19h30, bar et petite restauration sur place.

Chers camarades Un film de Gérard Vidal (94 mn)

« IL Y AURA bientôt dix ans que je me suis arraché des "Usines Chausson" et à quinze ans de militantisme dans un entrelacs de sentiments contradictoires.

Le film est un retour sur cette partie de ma vie, un destin en dialogue avec d'autres qui ont suivi, dans le même creuset, avec leurs particularités, leur personnalité, un itinéraire similaire. C'est l'histoire de ce creuset. »

Gérard Vidal

Soutien à Lucien Léger

IL Y A QUELQUES SEMAINES, nous lançons une souscription pour venir en aide à Lucien Léger, détenu depuis plus de quarante ans dans les prisons de la République française.

Vous avez été nombreux à y répondre et à apporter, par un don financier, par un mot d'encouragement, votre soutien. Récemment, une rencontre organisée autour des longues peines au Centre international de culture populaire, à Paris, suivie d'une fête de solidarité en faveur de Lucien Léger, a également rassemblé de nombreuses personnes, et permis de collecter quelques fonds. Aujourd'hui, nous avons réuni près de 1000 euros. C'est beaucoup ! mais hélas pas encore assez.

L'acharnement carcéral de l'État français n'a pas fait plier Lucien Léger. Loin de là. Ce dernier s'est jeté, depuis 2001, dans un combat long et courageux : porter plainte contre l'État-maton auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, pour détention arbitraire et traitement inhumain. La lutte menée par Léger est moins une revanche qu'un formidable espoir pour tous les oubliés des longues peines qui, en cas de condamnation de la France, pourront suivre la voie tracée par leur compagnon de captivité, demander des comptes à leurs geôliers républicains, ajouter à leur embarras et, peut-être, qui sait, accélérer quelque mesure de libération.

Puissions-nous envisager la victoire de Lucien Léger contre la France comme le socle sol d'un nouveau combat abolitionniste, 25 ans après la mort de la peine de mort : l'abolition de la peine perpétuelle.

Lucien Léger n'est pas seul puisque nous sommes là, dehors mais avec lui. Mais il est sans ressources financières ou presque. Sa maigre retraite ne lui permet pas de couvrir les frais de son conseil. Le cabinet de Jean-Jacques De Félice, son avocat que nous connaissons bien du temps où il défendait, avec notre soutien, les réfractaires et insoumis au Service national, travaille sans compter depuis de longs mois dans la perspective de l'audience qui aura lieu, à Strasbourg, en avril prochain. Les 1000 euros que nous avons rassemblés couvriront une partie des dépenses, et c'est déjà un souci de moins pour Lucien Léger. Mais notre fraternité, notre solidarité doit encore faire un pas.

Ne laissons pas une autre prison enfermer notre compagnon en lutte, celle du manque d'argent qui entraîne mille tracas et entrave la détermination. Aidons-le, autant que possible, à porter les coups qui briseront, il faut l'espérer, ces serrures dont le Pouvoir a jeté la clef.

Le comité de soutien pour la libération de Lucien Léger,
145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à libeller à
l'ordre de Publico - soutien Lucien Léger).

Forum social libertaire à Rouen

DES RENCONTRES, des débats, des livres, de la musique et du théâtre... le forum social libertaire qui s'est déroulé à Mont-Saint-Aignan, près de Rouen, samedi 12 mars, était placé sous le signe de la diversité. Plus de trois cents personnes se sont déplacées, en provenance de toute la région, et les groupes de Rouen, Caen, du Havre de la FA et la CNT de Rouen, n'ont pas eu beaucoup de répit. Chaque débat a réuni plus de cinquante participants, féminisme, laïcité, religions, décroissance, luttes sociales intéressent tout autant.

Ce qui était surtout remarquable, c'est que de nombreux et nombreuses participant.e.s ne sont pas connus des groupes et beaucoup de rencontres et prises de contact ont pu avoir lieu. C'est bien là le plus important : montrer que les propositions anarchistes, loin d'être figées, se

construisent, s'enrichissent dans le débat et la confrontation, mais aussi dans des moments conviviaux. Notre objectif était de nous adresser au plus grand nombre et de faire partager des pratiques libertaires. Seuls les auditeurs de Radio libertaire auront été lésés suite à un dysfonctionnement de France Télécom, mais pourront peut-être entendre des extraits de ces différents moments en différé.

Merci à toutes les compagnes et compagnons qui ont apporté leur aide, ainsi qu'à Fred Alpi et son musicien et la Compagnie Papiers Froissés.

Vivement le prochain à Sarlat, le 26 juin !

Virginie

militante du groupe de Rouen



Lundi 28 mars

Les destinées de l'histoire de 18 à 20 heures
Recevront Eric Dussert pour le roman de Victor Barrucand *Avec le feu* paru aux éditions Phébus qui situe son action au début de l'année 1894, au moment du procès d'Auguste Vaillant.

Le Monde Merveilleux du travail de 20 à 21 heures

Aura pour thème Le RMI et les moyens mis en oeuvre pour l'insertion. RMI ou AAH, un choix politique. Présentation et extraits du livre d'Alexandre Pages *La pauvreté en milieu rural*.

Vendredi 25 mars

Jazz en liberté de 22h30 à 1 heures
Chroniques exploratoires : Concert d'Abdelhaï Bennani ; Le professeur de lettres et critique Yves Citton présente Indo-Jazz ; Gérard Terronès présente trois concerts à Paris dans les jours à venir ; L'ethnologue et critique Alexandre Pierrepont présente Pieuvres et Montgolfières.

Mardi 29 mars

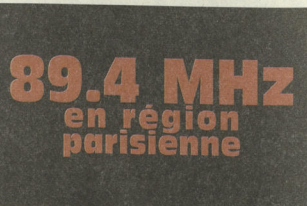
Pas de quartier de 18 à 19h30
Reçoit plusieurs des co-auteurs du passionnant bouquin *Les Matérialismes et leurs détracteurs*. Troisième et dernière émission consacrée aux méthodes et avancées matérialistes scientifiques malgré les hystériques coassements de toutes les grenouilles de tous les bénitiers. Tous à vos postes à galène !

Mercredi 30 mars

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures
Nouveautés, tournées... 2

Samedi 2 avril

Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30
Reçoit Sud enquêtes et sondages.
Longtemps, je me suis couché de bonne heure de 19 à 21 heures
Autour du cinéaste allemand Rainer Werner Fassbinder. Emission animée par Thierry Hervieu et Francis Gavelle.



Jusqu'au 12 juin

Mons (Belgique)

L'Anarchisme à la Une au Mundaneum, rue de Nimy 76. Exposition et Mundaneum ouverts du mardi au dimanche de 12 à 18 heures. Entrée à l'exposition : 2,50 euros; tarif réduit : 1 euro.

Jedi 24 mars

Lyon 1^{er}

Libertaire production présente Michel Fernandez Trio à l'étoile royale, 17, rue Royale, métro Hôtel-de-Ville ou Parking-Tolozan à 20h 30. PAF: 10 euros.

Samedi 26 mars

Paris 11^e

Forum-débats de la librairie du Monde libertaire, à 16h30, autour du livre *Un peu de l'âme des mineurs du Yorkshire* de John et Jenny Denis, avec l'Insomniaque et des syndicalistes.

Rouen

Maurice Rajsfus dédicace son ouvrage *Bavares policiers* à 15h, librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Mercredi 30 mars

Nancy

Projection du film *Bienvenue à Gattaca* dans le cadre des rencontres libertaires sur la décroissance, à la fac de lettres, salle A145, à 20 heures.

Jedi 31 mars

Elancourt

Nicri en concert au Ciné 7, cinéma d'Elancourt, centre commercial des 7 mars, à 20h 30. PAF: 5,70 euros.

Vendredi 1^{er} avril

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec

David Rappe, militant à la Fédération des travailleurs de l'Éducation de la CNT et à la FA et auteur de *La Bourse du travail de Lyon*, à 19 heures, à Mille Babords, 61, rue Consolat, métro Réformés-Canebière.

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec Daniel Colson, auteur de *Trois essais de philosophie anarchiste*, à 15 heures, au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Saint-Nazaire

Rencontres et débats autour de la séparation de l'Église et de l'État, à la maison du peuple. Entrée libre.

10 heures, accueil des participants
10h30, interprétation de la pièce *Marianne et le goupillon*
12 heures, apéritif et repas
14 heures, débat « sur la croyance : de l'institution au sujet »
15h30, débat sur le thème « Douleur physique, soins palliatifs et droit au suicide : résistance du discours religieux sur le corps »
17 heures, la vie d'un jeune nazairien militant catholique dans les années d'avant-guerre.

Samedi 2 avril

Paris 12^e

Concert de soutien pour le ☉ collectif des sans-papiers, avec Guarapita, les Travailleurs de la nuit et les Assoiffés, à Alternation, 21, rue Pierre-Bourdan, à 19h 30.

Dimanche 3 avril

Nancy

Concert de soutien à Kamel Belkadi, à 15 heures sous le chapiteau du cirque Gones, à la MJC Bazin.

Mardi 5 avril

Nancy

Manifestation de soutien à

Kamel Belkadi. Rendez-vous à 12 heures, place Carrière.

Ivry

Projection du film *Chers camarades*, suivie d'une rencontre avec le réalisateur (voir p 22 de ce numéro).

Jedi 7 avril

Nancy

Projection du film *Entretien avec Pierre Lehmann* dans le cadre des rencontres libertaires sur la décroissance, à la fac de lettres, salle A145, à 20 heures.

Nanterre

Conférence-débat avec l'objecteur de conscience congolais Emanuel Matondo, organisée par l'UPF, à Nanterre Université, Amphithéâtre, RER A, à 12h30.

Vendredi 8 avril

Paris 11^e

Conférence-débat avec l'objecteur de conscience congolais Emanuel Matondo, organisée par l'UPF, au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Salle verte, à 19h30.

Jedi 14 avril

Paris 11^e

La librairie Quilombo organise un débat autour de *Le cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse aujourd'hui* au CICP, 21 ter, rue Voltaire à 19h45

Samedi 16 avril

Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Catherine Baker, auteur de *Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal*, à 20h30, au 1 bis, rue Emilie, près de la gare RER E.

agenda



Radio Libertaire

FÉDÉRATION
ANARCHISTE

La voix
sans
maître!



89.4 MHz